Dossier de presse

Avec le soutien du

MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
Liberté
Égalité
Fraternité

french
water
partnership

fwp
pfe

partenariat
français
pour l'eau



COLLOQUE DU PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L'EAU (PFE)

Événement de haut-niveau préparatoire à l'exceptionnelle Conférence des Nations unies sur l'Eau douce

Mercredi 25 Novembre 2026 de 14h à 18h30
Siège Banque Populaire - Rives de Paris - 80 Boulevard Auguste Blanqui, 75013 Paris

Comment accélérer les progrès vers les objectifs mondiaux liés à l'eau d'ici 2030, et au-delà ?

À l'approche de la Conférence de l'ONU sur l'eau **« Pour accélérer la réalisation de l'Objectif de développement durable n°6 : garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement »** qui se tiendra du 8 au 10 décembre 2026 à Abou Dhabi, le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) mobilise le 25 novembre à Paris tous les acteurs concernés par les enjeux de l'eau. Cet événement majeur vise à croiser les expertises et les savoir-faire, à faire dialoguer les différents secteurs en France et à faire émerger une vision et des priorités communes. La finalité étant de préparer collectivement une contribution française ambitieuse aux discussions internationales de décembre afin d'accélérer les progrès vers les objectifs mondiaux liés à l'eau d'ici 2030 et au-delà.

Programme

Contacts presse : **l'agenceRUP**

Pascale Hayter : 06 83 55 97 91 - pascale.hayter@lagencerup.fr
Marlyn Dufetrelle : 06 70 13 16 91 - marlyn.dufetrelle@lagencerup.fr

SOMMAIRE

1. L'EAU EN 2026 : UN ENJEU MONDIAL QUI DÉPASSE LARGEMENT LE SECTEUR DE L'EAU 3

L'eau au croisement des enjeux contemporains 3
Des objectifs mondiaux qui correspondent aux besoins 4
Des progrès réels mais très insuffisants. Besoin d'accélérer les actions 6
Pour bien gérer l'eau, sortir de l'approche en silos sectoriels 9
Renforcer la gouvernance mondiale et le travail de coopération, du local à l'international 10
Les interdépendances liées à l'eau sont nombreuses au niveau mondial 10
Pourquoi l'eau devient-elle un enjeu stratégique pour les entreprises 11

2. POURQUOI LES ACTIONS DOIVENT SE POURSUIVRE AU-DELÀ DE 2030 12

Quelles avancées depuis la conférence des Nations unies de 2023 ? 12
La prochaine conférence mondiale sur l'eau d'Abou Dhabi 12
Les grands rendez-vous internationaux entre 2026 et 2030 : une séquence historique à saisir 13
2030 : une échéance, pas un point final 14

3. 25 NOVEMBRE 2026 : LA MOBILISATION FRANÇAISE AVANT ABOU DHABI 16

Pourquoi un colloque à quelques semaines de la Conférence de l'ONU ? 16
En quoi la contribution française est-elle si importante ? 16
Les propositions collectives françaises pour la Conférence 16

4. LE PROGRAMME DU COLLOQUE 17

5. LE PFE & SES PARTENAIRES 19

Une coalition qui s'élargit : les nouveaux membres du PFE 19
Les partenaires du colloque 19
Les partenaires du PFE 22

1. L'EAU EN 2026 : UN ENJEU MONDIAL QUI DÉPASSE LARGEMENT LE SECTEUR DE L'EAU

L'eau au croisement des enjeux contemporains

Début 2023, les pays rassemblés aux Nations unies ont reconnu une « crise mondiale de l'eau ». Celle-ci recouvre plusieurs dimensions.

La première concerne le développement humain et renvoie à un défi majeur : celui de garantir à tous un accès à l'eau potable, à des services basiques d'assainissement ainsi qu'à une quantité suffisante d'eau pour assurer les besoins essentiels en matière d'hygiène. Cette situation touche aujourd'hui des milliards de personnes et constitue l'un des facteurs clés de la persistance de la pauvreté.

Une deuxième est la disponibilité de ressources en eau en quantité et en qualité suffisantes pour les activités humaines, qu'il s'agisse d'industrie, d'agriculture ou d'autres usages de l'eau. Des tensions croissantes apparaissent en raison des changements climatiques et/ou des croissances des usages de l'eau. Ces difficultés peuvent conduire à ne pas assurer la durabilité de ces ressources.

Une troisième est la vulnérabilité des populations et des activités aux catastrophes liées à l'eau : inondations, sécheresses, élévation de la mer.

Une autre est la disponibilité de ressources en eau en quantité et en qualité permettant le fonctionnement des écosystèmes naturels.

Les situations de pénurie, les défaillances dans la gestion des ressources et les phénomènes de pollution peuvent certes compromettre l'accès des populations à l'eau, mais leurs conséquences affectent plus largement la sécurité environnementale, alimentaire et sanitaire des territoires concernés, et, par conséquent, leur développement socio-économique. L'industrie dépend aussi, à divers degrés selon le domaine d'activité, d'une eau en quantité et de qualité suffisante.

À ces problématiques de développement, de planification et de gouvernance des territoires viennent s'ajouter d'autres défis majeurs : le manque de coopération aux échelles régionale et internationale, l'impact du dérèglement climatique sur le grand cycle de l'eau et les risques qui en découlent, la détérioration des écosystèmes et les interdépendances croissantes entre les économies dans un contexte de mondialisation.

Tous ces défis sont identifiés et font l'objet d'objectifs mondiaux relatifs à l'eau adoptés aux Nations unies par tous les Etats en 2015 dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement durable.

La conférence d'Abou Dhabi a pour but de guider et de mobiliser la communauté internationale dans la dernière ligne droite avant l'échéance de 2030 en s'appuyant sur le bilan des progrès réalisés depuis 2015. Un des enjeux majeurs sera de maintenir l'idée même d'avoir des objectifs communs pour l'eau au niveau mondial après 2030.

Pour le Partenariat Français pour l'Eau et ses membres, c'est indispensable.



20 cibles liées a l'eau

En 2015, les pays ont identifié ensemble aux Nations unies les grands défis de nos sociétés liés à l'eau et se sont mis d'accord sur une batterie d'objectifs mondiaux à atteindre entre 2015 et 2030. C'était une grande première. Alors qu'il n'existait auparavant au niveau mondial qu'un objectif peu ambitieux pour l'accès à l'eau potable, en 2015 ce sont une vingtaine d'objectifs ambitieux qui ont été adoptés. Une part importante de ces objectifs mondiaux liés à l'eau sont regroupés dans l'Objectif de développement durable n°6 (ODD6) dédié à l'eau et à l'assainissement. Les autres sont classés dans d'autres ODD.



8 CIBLES DANS UN OBJECTIF 6 DÉDIÉ À L'EAU



D'ici 2030, assurer un accès universel, facile et régulier à une eau potable de qualité, à un coût abordable



D'ici 2030, assurer l'accès de tous à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats, et zéro défécation à l'air libre



D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant les pollutions et en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées



D'ici à 2030, gérer l'eau de manière efficace (domestique, agriculture, industrie) et garantir la durabilité des prélèvements



D'ici à 2030, gérer l'eau de manière concertée à tous les niveaux, y compris dans les bassins transfrontières



D'ici à 2020, préserver les écosystèmes liés à l'eau



D'ici à 2030, développer la coopération internationale et le renforcement des capacités



D'ici 2030, renforcer la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement

Ces cibles sont directement liées à l'eau, mais comme montré dans la suite du document, tous les autres ODD dépendent aussi de l'eau.

12 CIBLES LIÉES À L'EAU DANS LES AUTRES ODD

Libellés des cibles simplifiés, raccourcis (ou explicités) autour de leurs liens à l'eau



PAUVRETÉ : 1.4 D'ici 2030, faire en sorte que tout le monde ait accès aux services de base ; notamment à l'eau et l'assainissement



AGRICULTURE : 2.4 D'ici à 2030, mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui contribuent à préserver les écosystèmes, renforcer les capacités d'adaptation à la sécheresse et aux inondations et améliorer les sols



SANTÉ : 3.3 D'ici à 2030, mettre fin aux maladies, notamment celles transmises par l'eau

SANTÉ : 3.9 D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à la contamination de l'eau, de l'air et des sols



ÉDUCATION : 4.a Construire des établissements scolaires adaptés (avec notamment des services d'eau et d'assainissement adéquats)

NOUS NE POURRONS PAS ATTEINDRE LES ODD SANS ATTEINDRE LES CIBLES LIÉES À L'EAU



VILLES : 11.1 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable (dont accès à l'eau et l'assainissement) et assainir les taudis

VILLES : 11.5 D'ici 2030, réduire le nombre de personnes affectées par les catastrophes naturelles, y compris celles liées à l'eau

VILLES : 11.b D'ici 2020, accroître le nombre de villes qui adoptent des politiques en faveur de l'utilisation rationnelle des ressources (dont l'eau) et d'une gestion globale des risques de catastrophes (dont sécheresses et inondations)



PRODUCTION DURABLE : 12.4 D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets et réduire considérablement leur déversement dans l'eau, l'air et les sols



CLIMAT : 13.1 D'ici 2030, renforcer la résilience des pays face aux catastrophes naturelles liées au changement climatique (dont celles liées à l'eau)



OCÉAN : 14.1 D'ici 2025, prévenir et réduire la pollution marine, en particulier celle qui vient de la terre (à travers les rivières)



ÉCOSYSTÈMES : 15.1 D'ici 2020, garantir la préservation des écosystèmes terrestres et d'eau douce

Des progrès réels mais très insuffisants Besoin d'accélérer les actions

Une batterie de 12 indicateurs a été établie pour suivre les progrès vers ces objectifs à la suite de l'adoption d'objectifs mondiaux pour l'eau en 2015. La plupart étaient nouveaux et ont dû faire l'objet de mises au point de leurs définitions puis de collecte de données dans chaque pays. Il en a résulté un saut très important de connaissances au niveau mondial avec aujourd'hui des données consolidées pour l'ensemble des pays pour plusieurs sujets relatifs à l'eau, ce qui n'existait pas avant 2015.

Ces nouvelles connaissances statistiques permettent d'objectiver les évolutions mondiales depuis 2015. Il apparait que sur la dernière décennie :

- des progrès réels se sont produits vers certains objectifs mondiaux mais ces avancées sont très insuffisantes par rapport aux objectifs correspondants ;
- les progrès totaux dans certains domaines masquent des reculs pour des populations importantes, ce qui rend impossible d'atteindre les objectifs correspondants avec les dynamiques actuelles ;
- plusieurs défis n'ont pas fait l'objet de changement notable depuis 2015.



Quelques chiffres significatifs

ACCÈS À L'EAU POTABLE[1]

Le nombre de personnes bénéficiant à domicile ou à proximité immédiate d'un accès satisfaisant à de l'eau non contaminée a augmenté de près d'un milliard (960 millions) en 9 ans.

En raison de la croissance démographique, ce progrès n'a que peu réduit le nombre de personnes sans accès satisfaisant à de l'eau non contaminée. Ce nombre était de 2,2 milliards en 2024, soit une personne sur 4, en réduction de seulement 11% en 9 ans alors que la trajectoire souhaitable pour atteindre l'accès universel en 2030 aurait été une réduction de plus de 60% sur cette durée.

La réduction du nombre total de personnes sans accès satisfaisant à de l'eau non contaminée masque des reculs pour deux populations importantes :
> la moitié urbaine de la population mondiale
> l'Afrique Sub-Saharienne

où les nombres de personnes sans accès satisfaisant ont augmenté respectivement de 14% et 15%.

ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT (TOILETTES)[2]

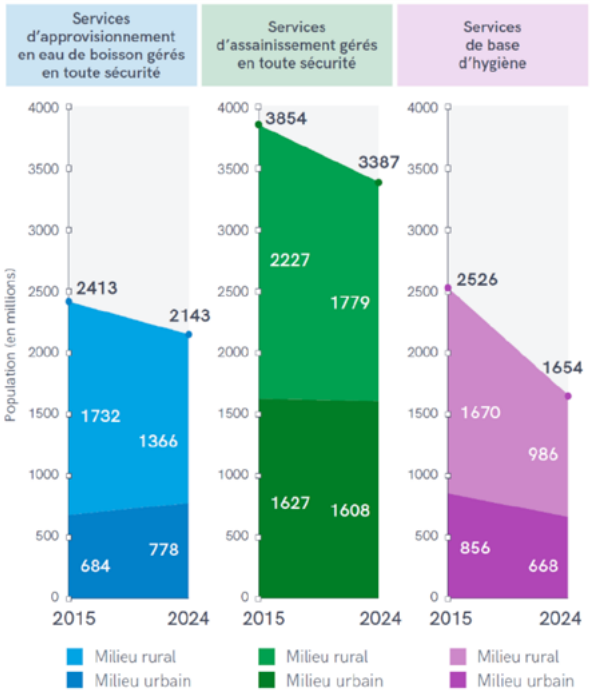
Le nombre de personnes bénéficiant d'un accès satisfaisant à l'hygiène de base, c'est-à-dire la capacité de se laver les mains avec de l'eau et du savon a augmenté d'1,6 milliard en 9 ans. En 2024, le nombre de personnes ne bénéficiaient toujours pas de services de base s'était réduit à 1,7 milliard en réduction de 35% par rapport à 2015[3].

ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT (TOILETTES)[2]

Le nombre de personnes bénéficiant d'un accès satisfaisant à l'assainissement à leur domicile, c'est-à-dire des toilettes hygiéniques et décentes dont les rejets sont traités pour ne polluer ni le voisinage ni l'environnement a augmenté de plus d'1 milliard (1,16 milliard) en 9 ans.

En raison de la croissance démographique, ce progrès n'a que peu réduit le nombre de personnes sans accès satisfaisant. Ce nombre était en 2024 de 3,4 milliards, soit 2 personnes sur 5, en réduction de seulement 12% en 9 ans alors que la trajectoire souhaitable pour atteindre l'accès universel en 2030 aurait été une réduction de plus de 60% en 9 ans.

Le nombre de personnes ne disposant pas de toilette et contraintes de pratiquer la défécation en plein air s'est réduit de plus de moitié en 9 ans (-55%) mais reste de 350 millions.



Évolution du nombre mondial de personnes sans accès avec différenciation entre populations urbaines et rurales. Source : OMS-UNICEF 2025 - Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages

1. 2. 3. Sources : OMS-UNICEF données et rapport 2025

Quelques chiffres significatifs

QUALITÉ DES RESSOURCES EN EAU[4]

Baisse de 7% entre 2017 et 2023 du nombre de cours d'eau dont la qualité est considérée comme bonne.

EPURATION DES EAUX USÉES[5]

Seuls 56% des flux d'eaux usées rejetés par les réseaux d'assainissement urbains dans les cours d'eau sont épurés de façon satisfaisante. Cette proportion n'a que peu varié depuis 2015, ce qui ne met pas sur le chemin souhaité de réduction de moitié entre 2015 et 2030.

Les données collectées sur les pollutions rejetées par les installations industrielles manquent pour pouvoir en bâtir une estimation mondiale.

EFFICACITÉ DES USAGES DE L'EAU[6]

La valeur économique des produits résultant d'activités utilisant de l'eau a augmenté mondialement de 17 $/m3 d'eau en 2015 à 21 $/m3 d'eau en 2021, ce qui représente une augmentation de 19% de ce ratio économique. Cette augmentation résulte essentiellement d'une augmentation de la valeur produite, la quantité d'eau utilisée étant quasiment inchangée.

DURABILITÉ DES RESSOURCES EN EAU

Hélas, il n'y a pas d'indicateur ONU mesurant des progrès vers l'objectif de gestion durable des ressources en eau. Il est impossible de savoir si les nombreuses crises locales sont dominantes ou s'il y a des progrès au niveau mondial en matière de durabilité.

GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU (GIRE)[7]

Tendance sensible à l'amélioration de la GIRE, l'indicateur étant passé de 49% en 2017 à 57% en 2023, mais taux de croissance insuffisant ne permettant pas d'envisager atteindre la cible 6.5 avant 2049.

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE[8]

Le pourcentage moyen du linéaire transfrontalier couvert par un accord international opérationnel était de 59 % en 2017 et toujours de 59 % en 2021. Cette absence de progrès significatif ne permet d'envisager d'atteindre l'objectif de 100% en 2030.

PROTECTION ET RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES HYDRIQUES[9]

Il n'y a pas d'indicateur mesurant les progrès vers la cible de protection des écosystèmes.

En revanche, des indicateurs ont été bâtis pour mesurer les évolutions des différents écosystèmes hydriques (cours d'eau, réservoirs, eaux souterraines, etc).

De façon générale, ils ne montrent pas des tendances mondiales significatives mais plutôt des évolutions positives dans certains endroits et des évolutions négatives dans d'autres. Par exemple, les bassins hydrographiques dont les débits d'étiage sont en diminution sont en nombre similaire à ceux dont les débits d'étiage sont en augmentation.

La surface de mangroves n'a pas significativement varié de 2015 à 2020.

AIDE INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR DE L'EAU[10]

Baisse significative des montants de l'aide internationale dans le secteur de l'eau soit une évolution contraire à l'objectif : les décaissements ont baissé de 7% entre 2015 et 2023.

4. Source : Progress on Ambient Water Quality, Mid-term status of SDG Indicator 6.3.2 and acceleration needs, with a special focus on Health, 2024 United Nations Environment Programme.
5. Source : Progress on the Safe Treatment of Domestic Wastewater, 2025 Briefing Note, World Health Organization, November 2025.
6. Source : Progrès relatifs à l'évolution de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau, État à mi-parcours de l'indicateur 6.4.1 des ODD et besoins d'accélération, en particulier en ce qui concerne la sécurité alimentaire et le changement climatique, 2024 FAO.
7. Source : Progress on implementation of Integrated Water Resources Management, Mid-term status of SDG Indicator 6.5.1 and acceleration needs, with a special focus on Climate Change, 2024 UNEP.
8. Sources : Progrès en matière de coopération dans le domaine des eaux transfrontières, Bilan à mi-parcours de l'indicateur 6.5.2 des ODD, avec une attention particulière accordée aux changements climatiques, UNESCO - 2024, CEE-ONU, UNESCO et ONU-Eau, 2024.
9. Source : Progress on Water-related Ecosystems, Mid-term status of SDG Indicator 6.6.1 and acceleration needs with a special focus on Biodiversity- 2024, UNEP 2024.
10. Source : State of systems for drinking-water, sanitation and hygiene: global update 2025 - key findings, OMS et UNICEF, 2026

Pour bien gérer l'eau, sortir de l'approche en silos sectoriels

> Décloisonner les politiques et les secteurs

Les objectifs liés à l'eau ne peuvent être atteints qu'avec les contributions de nombreux secteurs d'activité car l'eau est utilisée par la plupart des secteurs. L'inclusion de ces objectifs dans un programme incluant de façon équilibrée la plupart des grands enjeux de l'humanité (l'Agenda 2030) a permis de briser des silos sectoriels et d'associer tous les secteurs d'activité à un ensemble cohérent d'objectifs, facilitant les contributions de tous les secteurs à l'atteinte des objectifs liés à l'eau.

Au niveau national, ces secteurs sont rattachés habituellement à plusieurs ministères différents et cela nécessite une coordination interministérielle et une cohérence des politiques de l'eau, du climat, de la sécurité alimentaire, de l'énergie, de l'environnement, ...

De façon analogue au niveau mondial, les travaux intergouvernementaux sur l'eau ne peuvent répondre aux besoins que s'ils associent d'une façon ou d'une autre des ministres spécialisés en charge d'agriculture, d'énergie, d'urbanisation, de santé, du changement climatique, etc. en sus des ministres en charge des ressources en eau et des services d'eau.

> Vers la gestion intégrée des ressources en eau

La vision du PFE s'appuie sur le principe de Gestion intégrée des ressources en eau [GIRE] comme point d'appui pour résoudre les problèmes d'eau. La GIRE est l'un des objectifs mondiaux pour l'eau. Celui-ci fait partie de la cible ODD 6.5. et fait l'objet d'un indicateur statistique ONU.

Qu'est-ce que la gestion intégrée ? La France a initié une véritable révolution dans les années 60 en termes de gouvernance participative, de financement et d'amélioration de la qualité des eaux, des milieux aquatiques et de la biodiversité.

La législation en vigueur en France préconise depuis lors une politique de gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente : le bassin hydrographique.

Cela implique :

- Une approche globale des ressources en eau : eaux superficielles, souterraines et littorales
- Une concertation, une organisation et une solidarité de l'ensemble des acteurs et usagers de l'eau au sein d'un bassin
- Un mécanisme de solidarité financière
- Une approche équilibrée entre gestion économe des ressources et mobilisation de nouvelles ressources
- La cohérence des politiques de l'eau, du climat, de la sécurité alimentaire, de l'énergie, de l'environnement, ...

Concertations et dialogues multi-acteurs Les dialogues entre l'ensemble des acteurs d'un territoire est un constituant clé de la Gestion intégrée des ressources en eau. C'est l'ADN du Partenariat Français pour l'Eau qui associe tous les types d'acteurs à la construction de positions communes à l'international. Les Conférences ONU sur l'Eau ne seront ainsi vraiment efficaces que si elles continuent à aborder tous les défis liés à l'eau en associant les responsables de tous les secteurs d'activité concernée, mais aussi en associant toutes les composantes de la société civile.



Renforcer la gouvernance mondiale et le travail de coopération, du local à l'international

La gestion des ressources en eau, des usages de l'eau et des services associés implique des institutions agissant localement car les défis diffèrent d'un territoire à un autre. Mais des institutions agissant à d'autres niveaux géographiques comme le bassin versant ou le pays ont également un rôle. Ces niveaux de gouvernance de l'eau sont complémentaires. Au niveau mondial, les Nations unies peuvent permettre d'y ajouter des programmes, orientations et objectifs politiques communs, de rassembler des connaissances scientifiques, techniques et pratiques et d'inciter les politiques nationales à prendre en compte ce qui se passe dans les autres pays. Cette gouvernance mondiale de l'eau est balbutiante. Avant 2015, il n'y avait qu'un objectif mondial précis pour l'eau. Avant 2023, il n'y avait pas de travaux intergouvernementaux appréhendant ensemble tous les défis de l'eau en dépit de leurs interactions.

Les pays partageant les mêmes ressources en eau établissent souvent des accord de coopération transfrontières. Un objectif mondial est de les systématiser. Mais depuis 2015, la situation n'a pas sensiblement progressé.

L'aide internationale est essentielle pour les pays les moins riches. Dans la période récente, elle a baissé dans le secteur de l'eau avec des conséquences graves pour les zones en situation d'urgence humanitaire.

Les interdépendances liées à l'eau sont nombreuses au niveau mondial

Depuis l'adoption des ODD en 2015, la communauté internationale comprend mieux toutes les interdépendances liées à l'eau, qu'elles soient physiques, techniques, économiques, géographiques, sociales, politiques ou diplomatiques.

Parmi celles-ci :

- **Eau et changement climatique** : le dérèglement climatique impacte de manière mécanique le cycle de l'eau. Il perturbe les régimes de précipitations auxquels nos sociétés avaient adapté leurs activités. La disponibilité de l'eau est moins prévisible. Les phénomènes météorologiques extrêmes sont plus fréquents. Le réchauffement accroît les besoins en eau de la végétation. L'eau salée entre plus loin dans les terres.
  La façon dont on gère l'eau et les milieux aquatiques peut contribuer à atténuer le changement climatique mais nos sociétés doivent aussi s'adapter aux variations du climat et en matière d'utilisation de l'eau.
- Selon l'ONU, au cours des dix dernières années, les catastrophes météorologiques ont provoqué le **déplacement de 250 millions de personnes**, soit près de 70 000 par jour.
- **Bassins transfrontaliers** : les fleuves, les lacs et les aquifères transfrontaliers représentent 60 % des flux d'eau douce dans le monde. 40 % de la population mondiale vit dans ces bassins. Dans les nombreux cas de cours d'eau établissant ou traversant des frontières, les pays dépendent des actions des pays en amont ou riverains aussi bien en termes de disponibilité que de pollution de l'eau.
- **Répartition de l'eau douce sur Terre et commerce international** : l'eau est très inégalement répartie dans le monde. Certains pays tels que le Brésil, la Russie, le Canada, les Etats-Unis, la Chine, la Colombie, l'Indonésie, l'Inde et la RDC bénéficient de ressources très abondantes, favorisées par l'étendue de leur territoire, des précipitations importantes et la présence de vastes réseaux hydrographiques. Les changements climatiques affectent différemment les territoires et ceux-ci font face à des augmentations inégales des demandes en eau. Cela amène certains à devoir importer davantage d'eau, soit directement, soit indirectement, via l'eau virtuelle contenue dans leurs importations.

Pourquoi l'eau devient-elle un enjeu stratégique pour les entreprises

« L'Eau est devenue un risque stratégique de continuité d'activité pour les entreprises. Elles agissent déjà, en cartographiant leurs sites et leurs dépendances, travaillent à réduire leurs prélèvements puis recyclent et s'équipent d'outils comme le prix interne de l'eau. Pour consolider cette prise en compte, des leviers identifiés sont la gouvernance interne ou la mobilisation des fournisseurs.

La clé de leur résilience réside enfin dans le passage d'une gestion par site à une approche par bassin versant pour faire de l'eau un facteur de compétitivité durable. »

Cécile Denormandie, Délégué générale d'EPE (Entreprises pour l'environnement), partenaire de l'événement.



2. POURQUOI LES ACTIONS DOIVENT SE POURSUIVRE AU-DELÀ DE 2030

Quelles avancées depuis la conférence des Nations unies de 2023 ?

La 1ère Conférence des Nations unies sur l'eau a mobilisé à peu près 6500 participants en 2023, essentiellement des représentants politiques (gouvernements, collectivités et autres élus), de la société civile et du secteur privé. Son principal livrable a été le Programme d'action pour l'eau ('Water Action Agenda'), un nom recouvrant des centaines d'engagements pris par autant d'acteurs et d'institutions à cette occasion.

Le fait qu'elle n'ait pas débouché sur des annonces ambitieuses (politiques, financières ou d'actions) a été une déception pour certains.

La Conférence a cependant donné lieu à une forte mobilisation et a enclenché une dynamique mondiale. La reconnaissance d'une crise mondiale de l'eau a été suivie de l'annonce de la

- **création du poste d'Envoyé spécial pour l'eau du Secrétaire général des Nations unies pour l'eau,**
- **et d'une résolution de l'ONU décidant de deux nouvelles conférences sur l'eau aux Nations unies : une en 2026 « pour accélérer la réalisation de l'objectif de développement durable n°6 », et une autre en 2028 pour marquer la fin de la Décennie internationale d'action « L'eau au service du développement durable » (2018-2028),**
- Cette résolution a également demandé au système onusien d'établir une stratégie interne pour l'Eau, ce qui a été fait depuis.

La prochaine conférence mondiale sur l'eau d'Abou Dhabi

La 2ème Conférence des Nations unies sur l'eau est organisée sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations unies par les Emirats arabes unis et le Sénégal, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN-DESA) et le programme ONU-Eau (UN Water). Elle se déroulera du 8 au 10 décembre à Abou Dhabi.

Outre les séances plénières dans lesquelles les Etats membres de l'ONU s'exprimeront, six panels de discussion, appelés « dialogues interactifs » exploreront des solutions concrètes et des pistes de collaboration. Le programme comprendra également des événements parallèles de haut niveau mettant en lumière les partenariats, les innovations et les engagements pris pour accélérer les progrès.

Le mandat de cette conférence est donc identique à celui de la 1ère Conférence : des débats, des événements, mais pas de décisions politiques prévues dans la résolution



des Nations unies qui a défini l'objet et les modalités de la conférence. Cependant, comme en 2023, rien n'empêche des Etats d'y faire des propositions et d'y rechercher des soutiens diplomatiques pour des décisions à prendre juste après via une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. Les Emirats arabes unis et le Sénégal ont engagé des discussions sur une telle résolution.

Les trois jours de la conférence s'articuleront autour de discussions intergouvernementales structurées en 6 thèmes aux contours définis par les organisateurs de la conférence de façon à embrasser tous les défis liés à l'eau :

> **a) L'eau pour les populations :** droits humains à l'eau et à l'assainissement, notamment pour les personnes en situation de vulnérabilité, pour des sociétés et des économies saines ;
>
> **b) L'eau pour la prospérité :** valorisation de l'eau ; lien entre l'eau, l'énergie et l'alimentation ; promotion d'une gestion intégrée et durable des ressources en eau ; utilisation efficiente de l'eau et traitement efficient des eaux usées dans tous les secteurs ; et développement économique et social ;
>
> **c) L'eau pour la planète :** climat, biodiversité, désertification, environnement, approche dite « de la source à la mer », résilience et réduction des risques de catastrophe ;
>
> **d) L'eau pour la coopération :** coopération transfrontalière et internationale dans le domaine de l'eau, y compris la coopération scientifique, et gouvernance inclusive ;
>
> **e) L'eau dans les processus multilatéraux :** objectif de développement durable no 6, Programme de développement durable à l'horizon 2030 et au-delà, et initiatives mondiales dans le domaine de l'eau ;
>
> **f) Investissements en faveur de l'eau :** financement, technologie et innovation, et renforcement des capacités.

Chaque dialogue interactif sera co-présidé par deux pays. La France a été sélectionnée avec l'Afrique du Sud pour présider le thème sur les investissements financiers et humains pour l'eau.

Chaque thème a fait l'objet de travaux préparatoires qui ont débuté entre les pays à Dakar en janvier dernier. Plusieurs consultations ont été ouvertes aux parties prenantes du monde entier. Le PFE et plusieurs de ses membres ont participé aux consultations et fait des propositions.



Les grands rendez-vous internationaux entre 2026 et 2030 : une séquence historique à saisir

La Conférence d'Abou Dhabi va ouvrir une séquence sans précédent pour l'inscription des enjeux de l'eau dans les priorités internationales.

- Elle sera probablement suivie d'une **résolution sur l'Eau de l'Assemblée générale des Nations unies.**
- Puis, du 22 au 26 mars 2027, se tiendra la **11ème édition du Forum mondial de l'eau,** un événement multi-acteurs majeur organisé tous les trois ans depuis 1997 dans un pays différent. Le Forum mondial de l'eau devra soutenir ces développements et préciser sa complémentarité avec les conférences onusiennes à l'avenir.
- En juillet 2027, aux Nations unies, commenceront les **discussions inter-gouvernementales sur la suite à donner à l'Agenda 2030** pour le Développement durable.
- Le **Sommet mondial sur les Objectifs de développement durable, en septembre 2027**, marquera le coup d'envoi de la mobilisation politique de tous les Etats pour la dernière ligne droite de l'Agenda 2030. Les Etats et les parties prenantes doivent absolument formuler des attentes et des propositions ambitieuses sur les Objectifs mondiaux liés à l'eau avant ces deux grandes étapes. Les futures Conférences des Nations unies sur l'eau offriront un cadre tout désigné aux discussions internationales sur l'eau à venir.
- **Mai 2028 : la conférence de clôture de la Décennie des Nations unies sur l'Eau et le développement durable (2028-2028)** offrira un jalon bienvenu pour faire le point sur l'atteinte des Objectifs mondiaux liés à l'eau et sur les stratégies et les mesures à déployer pour les renouveler et les atteindre collectivement.

2030 : une échéance, pas un point final

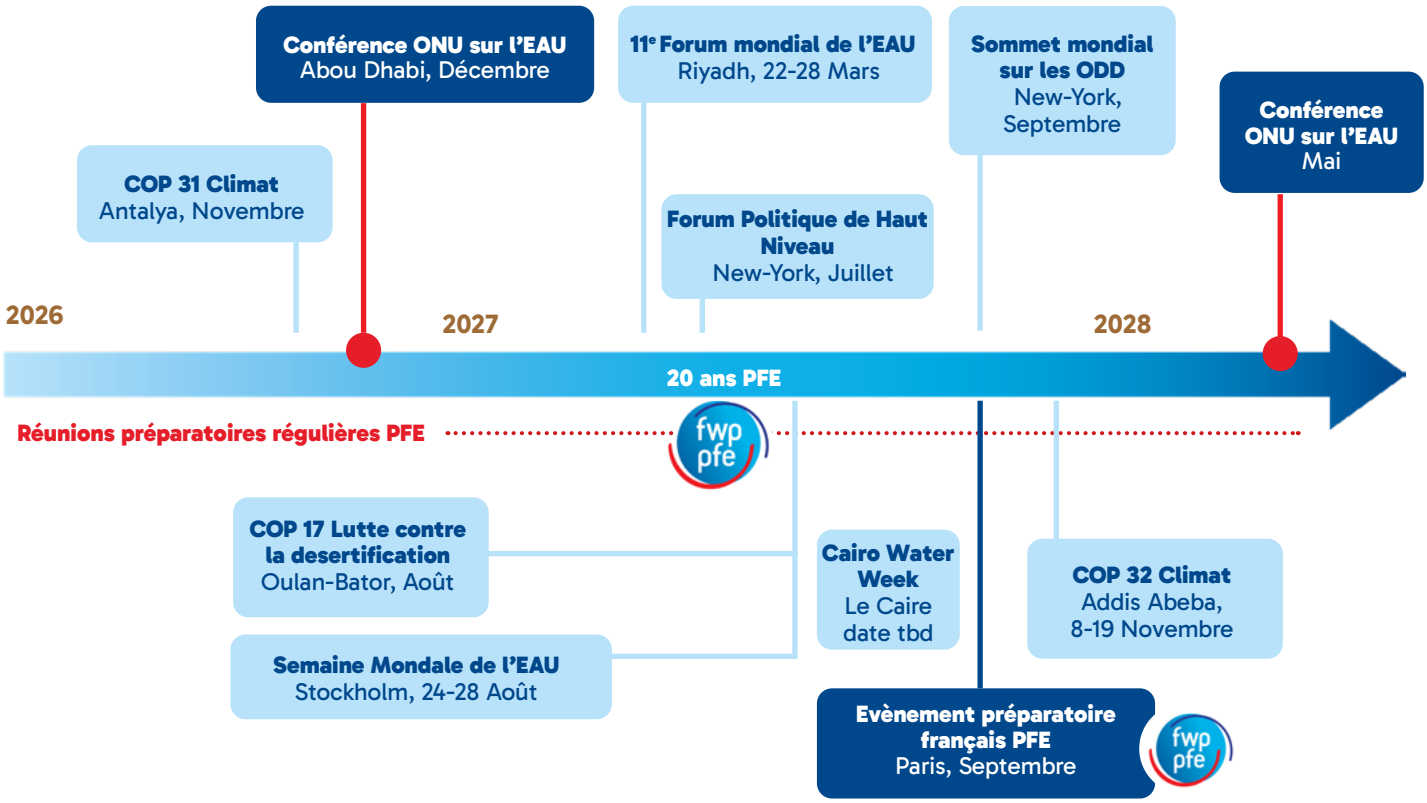
Les États membres des Nations unies seront amenés à partir de juillet 2027 à discuter **de l'avenir** du cadre unique qu'a fourni l'Agenda 2030 à la communauté internationale pour affronter les plus grands enjeux de l'humanité : un langage commun et un programme d'action composé d'objectifs cohérents, de cibles précises et d'indicateurs de suivi. On trouve dans ce cadre 20 cibles liées à l'eau, inscrites dans l'ODD6 ou dans d'autres ODD (agriculture, industrie, villes, santé, éducation...), qui ont inspiré des politiques publiques et de RSE et donné un cadre d'action commun aux parties prenantes du monde entier.

La non-reconduction des Objectifs mondiaux liés à l'eau constituerait une perte majeure pour la communauté internationale, un retour vers moins d'ambition, moins de cohérence et de coopération dans un monde pourtant globalisé et interconnecté.

Les objectifs mondiaux ne seront pas atteints en 2030. Mais comme ils correspondent aux besoins, il est important de les prolonger au-delà de 2030.



Les grands rendez-vous entre 2026 et 2030



3. 25 NOVEMBRE 2026 : LA MOBILISATION FRANÇAISE AVANT ABOU DHABI

Pourquoi un colloque à quelques semaines de la Conférence de l'ONU ?

La gestion durable de l'eau, l'accès universel à l'eau potable et à un assainissement de base, et l'ensemble des Objectifs mondiaux liés à l'eau n'ont de chance d'être atteints que s'il y a prise de conscience, appropriation, coopération, voire innovation.

Le PFE a organisé depuis deux ans des réunions d'information et de préparation de la conférence ouvertes à tous. **Le colloque est l'aboutissement de cette préparation**, et de nombreux autres acteurs français y ont été invités.

Il est l'étape finale au cours de laquelle des parties prenantes très variées s'exprimeront sur les mesures qu'ils prennent ou sont prêts à prendre pour contribuer à l'atteinte des objectifs mondiaux liés à l'eau. Le colloque nous permettra aussi de valider un plaidoyer collectif et consensuel qui sera porté à Abou Dhabi.

Les propositions collectives françaises pour la Conférence

Les propositions collectives de la coalition des acteurs français seront présentées lors du colloque du 25 novembre.



4. PROGRAMME DU COLLOQUE

14h-15 - 14h30 ACCUEIL ET MOT D'INTRODUCTION

- **André Viola, Président du Partenariat Français pour l'Eau**
  Le processus préparatoire du PFE depuis fin 2024
- **Iris Warnan-Guimier, Secrétaire Générale de Banque Populaire Rives de Paris**

Avec un mot à distance du représentant du Sénégal qui co-organise la conférence avec les Emirats Arabes Unis :

- **Dr Mohamed Diatta, Sherpa du Sénégal pour la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026**

14h-30 - 14h45 LES ENJEUX DE LA CONFÉRENCE

- **Gérard Payen, Vice-Président du Partenariat Français pour l'Eau**
  Rappel du processus ONU entamé à New York en 2023 / Description de la Conférence 2026 / Les objectifs mondiaux de l'ODD 6 / Les conditions de succès de la Conférence / Les priorités et propositions dégagées par les travaux du PFE

14h-45 - 15h La France et la diplomatie mondiale au chevet des enjeux de l'eau lors de la deuxième conférence ONU sur l'Eau de ce siècle

- **Barbara Pompili, Ambassadrice déléguée à l'environnement**

À partir de 15h00 : 3 débats thématisés donnant la parole à la diversité et la complémentarité des acteurs français pour évoquer leurs actions et soutenir les positions françaises à la Conférence.

15h - 15h55 1ère table ronde modérée par **Esther Creuzer-Delbourg**, Co-Fondatrice et Directrice WaterWiser

Avec :

- **Alice Timsit**, Adjointe chargée de l'eau à la Ville de Paris et présidente d'Eau de Paris,
- **Arnaud Bazire**, personnalité qualifiée de la Fédération des Entreprises de l'Eau (FP2E),
- **Alain Dupuy**, Codirecteur du programme de recherche OneWater - Eau Bien Commun
- **Mathieu Boche**, Directeur Général Adjoint de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne,
- **Guillaume Poupy**, Responsable des approches ESG thématiques, Direction de l'Engagement d'entreprise, BNP Paribas



PROGRAMME DU COLLOQUE (suite)

15h-55 - 16h20 BREAK

16h20 - 17h20 2ème table ronde modérée par **Marie-Laure Vercambre**, Directrice générale du Partenariat Français pour l'Eau

Avec :

- **Jean-Pierre Amadio**, Adjoint au Maire de la ville d'Evian,
- **Solène Le Fur**, Directrice du programme Aquagir à la Banque des Territoires,
- **Julien Eyrard**, Responsable du département eau, assainissement, hygiène de l'association Action Contre la Faim (ACF),
- **Fabrice Papa**, Directeur de recherche de l'Institut de recherche pour le développement (IRD),
- **Patrick Lecante**, Président du Comité de l'eau et de la biodiversité de Guyane.

17h20 - 18h15 3ème table ronde modérée par **Lionel Goujon**, Responsable division Eau & assainissement de l'Agence Française de Développement

Avec :

- **Andréa Ferret-Lambert**, Chargée de mission Eau et Europe de l'Office français pour la biodiversité (OFB),
- **Cécile Denormandie**, Déléguée générale de l'association Entreprises pour l'environnement (EPE),
- **Marc Vezina**, Responsable Solidarité internationale au SEDIF, Syndicat des Eaux d'Île-de-France,
- **Sandra Métayer**, Déléguée générale de la Coalition Eau,
- **Cécile Suquet**, Direction de l'Impact de Banque Populaire Rives de Paris.

18h15 - 18h30 CONCLUSIONS

- **Barbara Pompili,** Ambassadrice déléguée à l'Environnement
- **Gérard Payen**, Partenariat Français pour l'Eau (PFE)
- **André Viola**, Président du Partenariat Français pour l'Eau

5. LE PFE & SES PARTENAIRES

Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) - association multi-acteurs réunissant ministères et organismes parapublics, collectivités territoriales, parlementaires, grandes et petites entreprises, organismes de recherche et associations actives à l'international - invite les acteurs français de tous les secteurs concernés par l'eau et l'assainissement dans le monde afin de préparer collectivement l'échéance majeure que constitue la conférence d'Abou Dhabi.

Une coalition qui s'élargit : les nouveaux membres du PFE

Le PFE compte parmi ses membres des ministères (Affaires étrangères, Transition écologique et Agriculture), des établissements publics (Agences de l'eau, AFD, OFB, CEREMA), des acteurs économiques de toutes tailles, des organismes de recherche et de formation, des collectivités territoriales et des parlementaires, des associations, fondations d'entreprises et ONG, et des personnalités qualifiées.

Conformément à son souhait de fédérer autour des enjeux toutes les parties prenantes concernées par l'eau, il a commencé à accueillir au cours des dernières années des acteurs de l'industrie agro-alimentaire (ex : Danone), de la finance (Banque populaire Rives de Paris, BNP Paribas), de la prévention des risques (Predict Services) et des acteurs comme la Fédération Française de Golf. Par ailleurs, de nouvelles collectivités l'ont rejoint récemment.

Les partenaires du colloque

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Lire la Stratégie internationale de la France pour l'eau et l'assainissement (2020-2030).

BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS, une banque coopérative engagée pour une gestion durable de l'eau.

À travers le mouvement « Agir pour l'Eau », les Banques Populaires affirment leur ambition de faire de l'eau une priorité majeure, en accompagnant leurs clients, leurs sociétaires et tous les acteurs concernés dans leur projet de gestion durable de l'eau. En tant qu'actrices bancaires engagées au cœur des territoires, inscrites dans un groupe à impact positif, les Banques Populaires entendent accompagner les transitions sociétales et environnementales et soutenir encore plus activement l'économie bleue.

Banque Populaire Rives de Paris décline cette ambition dans son projet stratégique Empreinte 2030, avec une conviction : agir pour l'eau, c'est préserver l'avenir des territoires et des générations futures.

Une responsabilité au cœur de son engagement de banque coopérative et régionale. Sa Fondation prolonge cet engagement par la sensibilisation des jeunes et la restauration d'écosystèmes locaux.

En rejoignant le Partenariat Français pour l'Eau, Banque Populaire Rives de Paris apporte son regard de banque coopérative, au plus près des entreprises et des acteurs de son territoire, pour contribuer à faire émerger des solutions collectives.



CENTRE UNESCO ICIREWARD

Le Centre International UNESCO ICIREWARD (International Center for Interdisciplinary Research on Water Systems Dynamics) est l'unique Centre UNESCO de recherche et de formation dédié à l'eau continentale en France.

Les axes de recherche allient les sciences hydrologiques, chimiques et biologiques aux sciences sociales pour apporter une expertise complète face aux défis de la ressource en eau : sa disponibilité, sa qualité, son partage ou encore les phénomènes extrêmes (inondations, sécheresses).

https://fr.unesco-montpellier.org/

WATER WISER

Cabinet de conseil en stratégie et data spécialisé dans les enjeux économiques de l'eau. Il accompagne les entreprises et les institutions financières dans l'identification, la quantification et la gestion de leurs risques hydriques, sur l'ensemble de leurs chaînes de valeur. En combinant expertise économique, analyses scientifiques et outils numériques propriétaires, Water Wiser positionne l'eau comme un véritable sujet de décision économique et stratégique, au service de la résilience des entreprises et des territoires. waterwiser.fr

BANQUE DES TERRITOIRES

La Banque des Territoires est l'un des métiers de la Caisse des Dépôts. Elle réunit les expertises internes à destination des territoires. Porte d'entrée unique pour ses clients, elle œuvre aux côtés de tous les acteurs territoriaux : collectivités locales, entreprises publiques locales, organismes de logement social, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers. Elle les accompagne dans la réalisation de leurs projets d'intérêt général en proposant un continuum de solutions : conseils, prêts, investissements en fonds propres, consignations et services bancaires.

En s'adressant à tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu'aux métropoles, la Banque des Territoires a pour ambition de maximiser son impact notamment sur les volets de la transformation écologique et de la cohésion sociale et territoriale. Les 37 implantations locales de la Banque des Territoires assurent le déploiement de son action sur l'ensemble des territoires métropolitains et ultra-marins.

Piloté par la Banque des Territoires, le programme Aquagir accompagne les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux dans leurs projets de préservation de la ressource en eau. Le dispositif vise à encourager la mise en œuvre des projets pour renforcer la résilience des infrastructures tout en maîtrisant les coûts liés à cette ressource vitale. https://aquagir.fr/

ENTREPRISES POUR L'ENVIRONNEMENT (EPE)

Créée en 1992, l'association Entreprises pour l'Environnement (EPE) regroupe des entreprises françaises et internationales de tous les secteurs économiques afin de collaborer sur les enjeux environnementaux et la transition écologique intégrée. EPE travaille actuellement avec ses membres à un rapport sur la quantité d'eau disponible au regard des enjeux de continuité d'activité. https://epe-asso.org/



PROGRAMME ONEWATER - EAU BIEN COMMUN

Lancé en mars 2022, OneWater – Eau Bien Commun est un programme national de recherche visant à développer les connaissances dans le domaine de l'eau pour changer de paradigme et réhabiliter l'eau comme bien commun. Mené sur une période de 10 ans, ce programme co-piloté par le CNRS, le BRGM et INRAE doit contribuer à accélérer les transitions et mesurer les impacts des changements globaux sur les socio-écosystèmes, en France métropolitaine et ultra-marine.

OneWater est l'un des Programmes et Equipements prioritaires de Recherche exploratoire (PEPR exploratoire) issus du Plan France2030 lancé par le gouvernement français en janvier 2021. Ces programmes de recherche ont vocation à construire ou consolider un leadership français, dans des domaines scientifiques considérés comme prioritaires aux niveaux national ou européen et liés à une transformation de la France de grande ampleur. A date le Programme OneWater - Eau bien commun mobilise plus de 350 scientifiques, plus de 70 laboratoires de recherche et plus de 40 entités parties prenantes. https://www.onewater.fr/fr

SYNDICAT DES EAUX D'ILE-DE-FRANCE (SEDIF)

Le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF) est un établissement public créé en 1923, responsable du service public de l'eau potable pour le compte des communes ou intercommunalités (EPT / CA) franciliennes qui y adhèrent. Dirigé par les élus de ces collectivités, le SEDIF alimente 4 millions d'usagers, répartis sur 7 départements d'Ile-de-France, ce qui en fait le plus grand service public d'eau en France et en Europe.

Conformément à l'esprit de la loi OUDIN-SANTINI, le SEDIF affecte à des actions de solidarité internationale un montant équivalent à 1,15 centime d'euro par m^3 d'eau distribué, soit 2,4 millions d'euros par année.

Il s'engage qu'avec des collectivités étrangères qui manifestent une ambition forte de maîtriser l'exploitation des infrastructures et équipements, et à terme d'autofinancer le fonctionnement du service. Portés par des association de droit français, les projets qu'il soutient vise à faire émerger des dynamiques de co-construction et de transfert de compétences afin de pérenniser l'accès à l'eau potable. Depuis 1986, le SEDIF a contribué pour plus de 52 millions d'euros à des opérations ayant bénéficié à plus de cinq millions de personnes dans une vingtaine de pays (Afrique sub-saharienne, Asie du sud-est, Maroc et Haïti). https://www.sedif.com/

BNP PARIBAS

Acteur de premier plan de la finance durable, BNP Paribas mobilise l'ensemble de ses métiers pour accompagner ses clients dans leur transition et renforcer leur résilience face aux défis environnementaux. Face au dérèglement du cycle de l'eau, le Groupe agit à la fois en intégrant progressivement les risques hydriques dans ses outils d'analyse et en mobilisant une large gamme de solutions de financement et d'investissement. Il accompagne entreprises, collectivités et acteurs de l'eau à travers notamment les obligations bleues, les prêts verts et les financements liés à des objectifs de durabilité.

BNP Paribas agit également à travers sa stratégie d'investissement dédiée à l'eau, BNP Paribas Aqua, et soutient des entreprises innovantes développant de nouvelles solutions de traitement, de gestion et d'accès à l'eau. Sa récente publication Financer une économie résiliente à l'eau présente la diversité de ces actions et porte une conviction : renforcer la résilience hydrique nécessite des réponses collectives, adaptées aux réalités des territoires et des bassins versants.



Les partenaires du PFE

Les actions du Partenariat Français pour l'Eau sont possibles grâce au soutien de ses bailleurs

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Liberté Égalité Fraternité

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ ET DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT ET LA NATURE
Liberté Égalité Fraternité

OFB OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

EDF

AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

LES AGENCES DE L'EAU
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTÈRE EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

VEOLIA

Fondation VEOLIA

VILLE DE PARIS

BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS
proche et engagée

DANONE
ONE PLANET. ONE HEALTH

SUEZ

french water partnership
fwp pfe
partenariat français pour l'eau

Contacts presse : **l'agenceRUP**

Pascale Hayter : 06 83 55 97 91 - pascale.hayter@lagencerup.fr
Marlyn Dufetrelle : 06 70 13 16 91 - marlyn.dufetrelle@lagencerup.fr